

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 29/10/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DOURDIN

25, rue Emile Vandamme
59350 Saint-André-Lez-Lille

Références : -
Code AIOT : 0007003107

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2025 dans l'établissement DOURDIN implanté 25, rue Emile Vandamme 59350 Saint-André-lez-Lille. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DOURDIN
- 25, rue Emile Vandamme 59350 Saint-André-lez-Lille
- Code AIOT : 0007003107
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le groupe Dourdin est spécialisé dans la fabrication et la transformation de systèmes décoratifs

(dont des adhésifs), principalement destinés au marquage dans le secteur automobile. Les activités du groupe sont représentées dans 7 pays (France, Espagne, Portugal, Roumanie, Turquie, Chine et Brésil) et emploient 850 personnes. Le site de Saint André emploie 86 personnes. Les activités du site sont autorisées par arrêté préfectoral du 24 octobre 2012. La société constitue un fournisseur de rang 1 pour Renault et Stellantis.

Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dysfonctionnement oxydateur thermique	AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
2	Oxydateur Thermique	AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
3	Sérigraphie	AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure
4	Auto-surveillance	AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant s'est conformé à l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 2 décembre 2024.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dysfonctionnement oxydateur thermique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Evaluation des risques sanitaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>La société S.A. DOURDIN, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social est situé 25, rue Emile Vandamme - 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de respecter :</p> <p>- dans un délai de 1 mois à compter de la date de notification du présent arrêté les dispositions de l'article 3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé qui précisent :</p> <p><i>« En cas de dysfonctionnement de l'incinérateur de nature à remettre en cause le rendement d'épuration de 98,5%, les activités dont les rejets de COV sont pris en charge par l'incinérateur sont mises à l'arrêt. L'inspection des installations classées est informée et peut autoriser le redémarrage des installations sous réserve d'une demande présentée par l'exploitant dûment justifiée sur l'absence de risque sanitaire inacceptable et l'engagement de remise en service de l'incinérateur dans les meilleurs délais. »</i></p>
<p>Constats :</p> <p>Suite à l'arrêt de l'oxydateur thermique pour dysfonctionnement, l'exploitant a fait réaliser par la</p>

société Kalies une évaluation des risques sanitaires. Celle-ci a été remise à l'inspection le 18 juin 2025. L'examen de cette étude a été réalisé par rapport de l'Inspection de l'environnement du 30 juin 2025.

La société Dourdin a montré au travers de l'étude de risques sanitaires, sur la base d'hypothèses majorantes, que le fonctionnement de l'installation ATLAS en mode dégradé (sans système de traitement par oxydation thermique) n'a pas eu d'impact sanitaire inacceptable pour les populations environnantes.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 2 : Oxydateur Thermique

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, contrôle des rejets

Prescription contrôlée :

La société S.A. DOURDIN, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social est situé 25, rue Emile Vandamme - 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de respecter :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé en fournissant un rapport de contrôle réalisé par un organisme ou laboratoire agréé suite à prélèvement sur le conduit n°1 et justifiant d'une concentration en COVnm inférieure à 50 mg/Nm³ ou 20 mg/Nm³ si le rendement d'épuration est inférieur à 98 %.

Constats :

L'exploitant a fait installer un nouvel oxydateur thermique. La nouvelle installation a été mise en service le 15 septembre 2025. Lors de la visite d'inspection constat est fait du fonctionnement de l'oxydateur thermique. Ce dernier dispose de trois chambres catalytiques. La supervision affiche une température de combustion supérieure à 800°C. Une plateforme de mesurage a été installée sur la cheminée de rejet à l'atmosphère (cf. planche photographique). La mise en service de cette nouvelle installation a nécessité un investissement de plus de 500 keuros.

Le laboratoire ENTIME est intervenu de manière inopinée le 20 octobre 2025 à la demande de l'inspection pour réaliser un prélèvement pour analyse sur la cheminée de l'oxydateur. Le rapport de contrôle fait état des concentrations mesurées suivantes:

Paramètre mesuré	Concentration mesurée en mg/Nm ³	Valeur limite d'émission en mg/Nm ³
CO	51	100
NOx	1,3	100

COVnm	5,3	50 si rendement épuration supérieur à 98%, 20 sinon
CH4	1,5	50
Poussières	0,42	100

Le rendement d'épuration n'ayant pas pu être mesuré (absence de piquage en amont de l'épuration), la valeur limite retenue par défaut est de 20 mg/Nm³. Les résultats montrent que l'exploitant est conforme sur l'ensemble des paramètres mesurés.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Sérigraphie

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Captation

Prescription contrôlée :

La société S.A. DOURDIN, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social est situé 25, rue Emile Vandamme - 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de respecter :

- dans un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions des articles 3.2.1 et 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 24 octobre 2012 susvisé en mettant en place une extraction mécanique des solvants pour capter et canaliser les COV émis par les installations de sérigraphie.

Constats :

Lors de la visite d'inspection de 2024, il avait été constaté que la captation sur la nouvelle sérigraphie (rejet n°8) avait été supprimé. En ce qui concerne le rejet n°5, l'exploitant n'avait pas été en mesure de préciser sa localisation.

La captation correspondant au rejet n°8 a été remise en service par l'exploitant. En ce qui concerne le rejet n°5, l'exploitant a été en mesure de préciser sa localisation.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Auto-surveillance

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 02/12/2024, article 1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets 5,6 et 8

Prescription contrôlée :

La société S.A. DOURDIN, ci-après dénommée l'exploitant dont le siège social est situé 25, rue Emile Vandamme - 59350 SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE, est mise en demeure pour son site situé à la même adresse de respecter :

- dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté les dispositions de l'article 58-III de l'arrêté ministériel du 24 octobre 2012 en fournissant un rapport de contrôle réalisé par un organisme ou laboratoire agréé suite à prélèvement pour analyse des paramètres débit et COVnm sur les conduits n°5, n°6 et n°8.

Constats :

L'exploitant a transmis le rapport de contrôle réalisé par la société KALI'AIR suite à intervention les 24 et 25 avril 2025 sur les rejets n°5, 6 et 8.

Le rapport de contrôle fait état des concentrations mesurées suivantes :

Rejet n°5:

Paramètre mesuré	Concentration mesurée en mg/Nm3	Valeur limite d'émission en mg/Nm3
CO	0	100
NOx	0	100
COVnm	10,3	110
CH4	1,1	50
Poussières	0	100

Rejet n°6:

Paramètre mesuré	Concentration mesurée en mg/Nm3	Valeur limite d'émission en mg/Nm3
CO	0	100
NOx	0	100
COVnm	102	110

CH4	1,2	50
Poussières	0,22	100

Rejet n°8:

Paramètre mesuré	Concentration mesurée en mg/Nm3	Valeur limite d'émission en mg/Nm3
CO	0	100
NOx	0	100
COVnm	14,4	110
CH4	1	50
Poussières	0,03	100

Les résultats montrent que les valeurs sont conformes sur l'ensemble des paramètres mesurés. L'Inspection souligne que la mesure des paramètres CO, NOx et poussières sur ces émissaires de rejets, bien que prévue par l'arrêté préfectoral, n'a pas lieu d'être. En effet aucune combustion n'a lieu en amont de ces rejets et la mesure de ces paramètres est donc superflue. L'exploitant pourra utilement solliciter une modification de son arrêté préfectoral sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure